

**UIESP  
XXIV Congrès Général de la Population  
Salvador- Brésil  
18-24 Aout 2001**

S 57 Women's labour : Production and reproduction

**Femmes et marché du travail au Maroc**

Par

**Mejjati Alami Rajaa**

Université de Fès. Faculté de Droit et Sciences Economiques BP A 42  
Fès Maroc

## **Introduction**

Suite aux politiques macro-économiques de stabilisation menées au cours des années 1980 et 1990 et dans un contexte de mondialisation, les structures de l'économie marocaine ont connu de profondes mutations. Dans une telle situation, le marché du travail est soumis à des déséquilibres et des pressions de plus en plus fortes. Ces déséquilibres se traduisent par de nouveaux ajustements sur le marché du travail qui modifient le rôle et la place des femmes sur celui-ci ; La régression relative du salariat stabilisé, la montée de l'activité des femmes sous des statuts précaires, l'ascension du secteur informel de survie mobilisant essentiellement des femmes, l'accroissement du chômage qui les affecte particulièrement, avec comme corollaire la montée des catégories vulnérables et de la pauvreté sur le marché du travail. Dans le contexte où des réformes sont annoncées notamment celle relative au plan d'intégration de la femme au développement, la question du travail des femmes mérite une attention particulière.

L'objet de cette communication est de mettre l'accent sur les principales caractéristiques de l'activité des femmes sur le marché du travail au Maroc, dont la vulnérabilité est un des traits majeurs. Il s'agit du non-accès ou du très faible accès des femmes au marché du travail formel et qui s'accompagne notamment de formes d'appauvrissement. nous montrerons cette vulnérabilité et pauvreté à travers l'évolution de l'accès limité des femmes à l'emploi(2), sous des statuts précaires (3) à travers des formes d'insertion hors marché et des stratégies familiales de recherche de complément de revenus(4), dans les secteurs d'activités les plus soumis à l'informatisation (5).

L'hypothèse générale est que la compréhension du travail des femmes et leur place sur le marché du travail requiert l'introduction dans l'analyse d'autres dimensions que la dimension économique ; la dimension du "hors travail", des rapports de pouvoir (au sein de l'entreprise, de la famille et de la société) et de subjectivité des travailleuses d'intégrer ou de rester dans le marché du travail. D'où la nécessité d'une approche qui fait appel à plusieurs champs théoriques différents mais complémentaires : l'économie et la socio-anthropologie.

## 1 Problèmes d'évaluation

Le travail des femmes au Maroc occupe une place très importante et comme dans de nombreux pays (même les pays industrialisés), il est largement sous-estimé. Quand il s'agit de l'aborder, les statistiques nationales sont sinon inexistantes, du moins peu fiables. Et comme dans nombre de pays en développement, il existe de toute évidence une sous-estimation du travail des femmes dans les statistiques de la main d'œuvre et de la comptabilité Nationale. L'activité des femmes souvent saisonnière, partielle ou à domicile, parfois cachée ou peu visible est d'appréhension délicate. Les formes de salariat classiques enregistrables ne sont guère dominantes. Dès lors, les efforts visant à comptabiliser le travail non rémunéré est d'autant plus délicat qu'il s'agit des femmes opérant dans des activités informelles qui se heurtent elles-mêmes au problème d'évaluation, qu'elles soient exercées par des hommes ou par des femmes. Au sein de ce secteur, les rapports de travail revêtent d'autres formes : travail occasionnel, indépendant, saisonnier, aides familiaux, auto-emploi, pluriactivité, travail à domicile des femmes, statuts du travail hybrides où s'entremêlent salariat et non-salariat, posent un délicat problème d'évaluation tout en infirmant le fonctionnement "classique" du marché du travail. C'est dire que les données qui suivent sont à prendre avec grande précaution.

## 2- L' accès limité des femmes à l'emploi.

Les données relatives à la population active urbaine font apparaître un accroissement régulier du taux d'activité des femmes et un chômage de plus en plus important.

### 2.1. La montée des taux d'activité des femmes

L'évolution du taux d'activité féminin permet d'apprécier les transformations du rôle et de la place des femmes sur le marché du travail. *Le taux d'activité des femmes*<sup>1</sup> (15 ans et plus) est un indicateur qui traduit l'attitude des femmes à l'égard du marché du travail, cette attitude étant elle-même déterminée par les possibilités qui leur sont offertes sur le marché du travail.

---

<sup>1</sup> C'est le rapport de la population active féminine à la population active totale.

L'examen des données fait apparaître que si la proportion des femmes dans la population active n'a pas cessé de croître au cours de la décennie 1980 (20% en 1982 et 29% en 1990). La décennie 90 marque plutôt un recul du taux de féminisation (23,2% en 1998 et 25,3% en 1999) . En milieu urbain ce taux a connu une croissance plus prononcée, doublant au cours des années 1980 (8% en 1982, 16.8% en 1990)<sup>2</sup>. Les années 1990 marquent une évolution irrégulière mais avec la même tendance: 23,6% en 1997, 21,8% en 1998 et 24% en 1999. En fait, en dépit de cet accès de plus en plus important des femmes au marché du travail urbain, celui-ci reste limité relativement aux hommes (74,8% en 1999). Cette croissance, révélatrice de l'importance de la mobilisation la main d'œuvre féminine, pour contrecarrer les effets de la crise est, selon les projections du BIT, appelée à se poursuivre à un rythme plus accéléré au Maroc que dans les autres pays du Maghreb. ( 30.9% en 2010)<sup>3</sup>.

## 2.2-*Le chômage.*

L'indice le plus significatif des difficultés d'insertion sur le marché du travail est la montée du taux de chômage. Celui-ci se développe durant les années 1980 et 1990, se manifeste sous des caractéristiques nouvelles et touche des catégories qui jusque là étaient épargnées. Le taux de chômage en milieu urbain est passé, de 9% en 1980 à 20,6% de la population active en 1991<sup>4</sup> et 22% en 1999 ! Certes, les données montrent qu'il existe une corrélation négative entre l'âge et le chômage, ce dernier baissant au fur et à mesure que l'on se situe dans les tranches d'âge supérieures. Ceci semble confirmer la thèse selon laquelle les jeunes sont plus vulnérables en raison de leur manque d'expérience professionnelle entre autre. Cependant à regarder de près, plusieurs indicateurs suggèrent que les nouveaux arrivés sur le marché du travail affrontent des difficultés plus que transitoires.

Les données des enquêtes relatives à la population active urbaine permettent de saisir la mesure du type de chômage qui se développe.

---

<sup>2</sup> RGPH 1971, 1982 et population active urbaine.

<sup>3</sup> BIT. Population active 1950-2025. Genève 1986.

<sup>4</sup> *ibid.* p. 192

Tableau 1: Population en chômage selon la durée de chômage.

|                       | 1984 | 1992 | 1993 | 1999 |
|-----------------------|------|------|------|------|
| moins de 3 mois       | 17,3 | 13,2 | 11,8 |      |
| 3 à moins de e 6 mois | 11,9 | 1,3  | 10,6 |      |
| 6 à moins de- 12      | 10,3 | 7,7  | 9,4  |      |
| 12 mois et +          | 54,7 | 65,0 | 67,6 | 74,4 |
| Non déclarés          | 5,8  | 0,3  | 0,6  |      |
|                       |      |      |      |      |

Source: ENPAU 1992, et 1993. activité, emploi et chômage 1999 Direction de la Statistique.

La part des chômeurs de longue durée (douze mois et plus) ne cesse d'augmenter jusqu'à devenir largement prédominant. Le chômage ne semble pas être lié à un déséquilibre temporaire, mais marque plutôt les déséquilibres profonds et structurels qui s'opèrent sur le marché du travail. D'une manière générale, les catégories les plus touchées sont des jeunes, les diplômés et bien évidemment les femmes.

### *2.3. Caractéristiques du chômage des femmes :*

En dépit d'une féminisation de la population active, le chômage des femmes en milieu urbain est en progression constante et celles-ci sont plus touchées que les hommes durant les années 1980 et 1990. En 1990, le taux de chômage féminin, s'établit à 20.4% en milieu urbain, contre 14.2% pour les hommes. En 1999, l'écart se creuse ; le taux de chômage est de 28,2% pour les femmes contre 19,9% pour les hommes<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Population active Urbaine, Direction de la Statistique, 1990 et activité, emploi et chômage premier trimestre 1999, DS

Tableau 2 : Taux de chômage urbain en 1996 (en %)

| Sexe     | Sans diplôme | Niveau moyen | Niveau supérieur | Ensemble |
|----------|--------------|--------------|------------------|----------|
| Masculin | 10,4         | 24,9         | 19,1             | 16,1     |
| Féminin  | 14,0         | 33,7         | 34,8             | 23,6     |

Source ; Population Active Urbaine 1996. DS

Cette montée du chômage des femmes est le signe d'une plus grande fragilité de leur insertion. Elle est liée en grande partie à la nature du système productif dont la caractéristique principale est d'entretenir la précarité de l'activité féminine, sous la forme d'une main-d'œuvre occasionnelle circulant entre pôle formel et pôle informel, selon les aléas des marchés extérieurs (textiles, cuir et confection), mais il est aussi à mettre en relation avec la place des femmes dans le hors travail et la sphère domestique.

D'une manière générale le chômage des femmes continue à affecter particulièrement les *jeunes* entre 20 et 24 ans, même si on constate une légère baisse depuis une décennie. (36% en 1984 et 33,9% en 1997), Le taux relatif à cette catégorie est largement supérieur aux autres tranches d'âge et à la moyenne nationale. La décomposition selon le sexe, révèle toutefois une plus grande vulnérabilité des femmes. Les données relatives au taux de chômage par âge révèlent à cet égard que la catégorie des 20-24 ans femmes en souffre plus que les hommes (35,5% contre 33,1%) En somme, c'est dans cette catégorie que le chômage est le plus préoccupant, là où le taux d'occupation est traditionnellement élevé.

Par ailleurs, quelque soit le sexe, *les taux de chômage croissent avec les niveaux d'instruction*. Néanmoins, la situation des femmes est beaucoup plus problématique en particulier pour les diplômés du supérieur qui trouvent plus de difficultés à s'insérer dans le marché du travail. La vulnérabilité des femmes n'est pas indépendante du niveau d'instruction. En 1998, le taux de féminisation de la population au chômage s'élève à 46% pour les diplômées du supérieur, alors que ce taux est plus faible pour les diplômés de niveau moyen(29,4%) ou des sans diplômes(ENPAU 1998). Le taux de chômage des

femmes croit avec le niveau d'instruction dans des proportions encore plus considérables que les hommes.

Le caractère *structurel du chômage* qui se consolide touche davantage les femmes que les hommes puisqu'en 1993, 71,1% des femmes sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an contre 66% des hommes. Ceci confirme le fait que les femmes soient particulièrement vulnérables et reflète le déséquilibre structurel qui domine le marché du travail. Le chômage qui est un phénomène d'insertion, atteint les tranches d'âge où le taux d'occupation est traditionnellement le plus élevé.<sup>6</sup> et de plus en plus des couches de la population jusque là épargnées.

### **3- Statuts précaires : pauvreté et ségrégation sur le marché du travail**

L'augmentation du taux d'activité des femmes ne s'est pas toujours accompagnée d'une amélioration réelle de leurs conditions de vie et de leur statut sur le marché du travail

#### *3.1 Une salarisation en perte de vitesse*

Durant les années 1980 et 1990, la salarisation recule! Alors que la décennie 1970 fut marquée par un accroissement de la proportion des salariés au sein de la population active urbaine, il n'en va plus de même au cours de la décennie 80 et 1990 où on assiste à une décade. La part du travail salarié dans l'emploi total chute ( de 69.3% en 1982, à 60.3% en 1990 et 59% en 1992)<sup>7</sup> Non seulement le salariat régresse mais il contribue de moins en moins aux nouveaux emplois qui se créent<sup>8</sup> ". Il faut ajouter également que le salariat dont il est question ne doit pas faire illusion. Excepté pour une minorité le salariat se caractérise par une forte instabilité et mobilité<sup>9</sup>. En quelque sorte, la tendance qui se

---

<sup>6</sup> Pour plus de détails, voir C.Morisson *op. Cit.* 1991, p.50

<sup>7</sup> RGPH 1982 et Enquête sur la population Active Urbaine, DS, 1990.

<sup>8</sup> Ainsi parmi « parmi les 60.000 emplois créés entre 1986 et 1990, seuls 30% sont des postes salariés, le reste est imputable à l'expansion de l'emploi informel » , voir à ce propos "Poverty Adjustment and growth" Kingdom of Morocco, Banque Mondiale, July 1993.

<sup>9</sup> Cette « fixation restreinte du salariat » s'explique à la fois par facteurs historiques, des variations conjoncturelles que par le régime d'accumulation et les nouvelles modalités de gestion de la main d'œuvre

dessine est bien celle de l'effritement de la relation salariale signe de l'informalisation de l'emploi qui semble s'accélérer. En revanche la montée des formes d'emploi non salariales s'accélère et tout porte à croire que la restructuration du marché du travail a induit l'expansion de relations d'emploi atypiques dont les femmes partissent le plus. La montée de formes d'emploi précaire non salarié peut être repérable à travers les statuts dans la profession.

Tableau 3 : Evolution de la structure de la population active selon la situation dans la profession (en %).

|                                       | 1982 | 1985 | 1986 | 1987 | 1989 | 1990 | 1997 | 1999 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Salariés                              | 69.3 | 65.5 | 66.7 | 66.2 | 60.0 | 60.3 | 64,6 | 63,2 |
| Indépendants                          | 21.7 | 17.  | 15.8 | 15.2 | 17.4 | 17.6 | 20,2 | 27,2 |
| Employeurs                            | 4.3  | 2.6  | 3.0  | 3.4  | 3.6  | 3.7  | 3    |      |
| Travailleurs à domicile               | -    | 6.0  | 6.6  | 6.6  | 7.3  | 7.0  | 4    | -    |
| Aides familiaux                       | 4.7  | 2.9  | 3.1  | 3.5  | 4.5  | 4.8  | 6,8  | 7,2  |
| Apprentis                             | -    | 3.3  | 2.9  | 3.1  | 3.8  | 3.5  |      |      |
| Associés ou membres d'une coopérative | -    | 1.7  | 1.5  | 1.7  | 2.7  | 3.4  | -    | -    |
| Autre statut                          |      |      |      |      |      |      | 1,2  | 2,4  |

Source : Direction de la Statistique ; Population active urbaine et activité emploi et chômage

#### *la montée des formes non salariales*

-La montée des travailleurs indépendants est incontestable : Ceux-ci constituent la deuxième catégorie importante de la population active contribuant de la sorte à 99.3% de



l'ensemble des créations d'emploi tous statuts confondus, entre 1991 et 1992 ! Le taux d'emploi indépendant passe de 28,2% en 1985 à 32,8% en 1993.

-La recrudescence des apprentis des aides familiaux, des travailleurs à domicile, des petites associations et de la *multi-activité* révèle la précarisation du marché du travail. Plus que les autres formes non salariales ce sont ces catégories qui semblent s'être le plus consolidées puisque qu'elles ont enregistré une progression annuelle de 12%. La proportion des apprentis et aides familiaux a connu une avancée significative (4.6% en 1979 et 8% en 1990), même si on assiste au cours de la décennie 90 à une relative baisse.

-Il en est de même des travailleurs à domicile et des associés dont les effectifs auraient plus que doublé. Ajoutons que *La pluri-activité* (cumul d'une activité salariée et non salariée, souvent indépendante dans le Secteur informel), liée souvent à la régression des niveaux de vie des ménages urbains, et à la montée de l'emploi temporaire tend à devenir une pratique courante. Or cette multi-activité n'est pas appréhendée non plus par les enquêtes.

### *3.2 La montée des formes non salariales féminines : Plus de précarité*

La percée des formes non salariales montre le caractère de plus en plus précaire de l'emploi qui se développe. Cette tendance est plus forte parmi les femmes, comme on peut le constater à travers les données de l'enquête sur la famille de 1995.

Tableau 4 : Emploi selon le statut professionnel (en %)

| Statut professionnel        | Masculin | Féminin | Ensemble |
|-----------------------------|----------|---------|----------|
| Salariés                    | 46,7     | 29,5    | 41,0     |
| Indépendants                | 27,6     | 15,3    | 23,6     |
| Employeurs                  | 4,6      | 0,8     | 3,3      |
| travailleuse.<br>à domicile | 10,3     | 9,2     | 3,2      |
| Aide familiales             | 16,9     | 41,7    | 25,1     |
| Autres                      | 3,9      | 3,5     | 3,8      |
| Total                       | 100,0    | 100,0   | 100,0    |

Source: CERED. enquête nationale sur la famille 1995

Les femmes participent plus que les hommes sous le statut d'aide familiale et de travailleuse à domicile, en somme sous des statuts précaires caractéristiques du secteur informel. Ces deux statuts prédominent chez la femme : 41,7% des femmes actives *sont aides familiales* contre 16,9% pour les hommes avec des proportions encore plus significatives en milieu rural où elles sont mises à contribution dans l'artisanat, les travaux de la laine, la poterie, la vannerie. Le recours à cette main d'œuvre s'avère d'autant plus fonctionnel que ce qui distingue cette catégorie c'est le caractère non marchand de la relation de travail et par conséquent la quasi-gratuité de cette main d'œuvre.

Le *travail à domicile* reste quasi exclusivement réservé aux femmes, la proportion des hommes est insignifiante. Le problème que pose le travail à domicile (quand à son estimation) est un problème *d'exclusion*. Il est considéré comme ne faisant pas partie du champ de l'économie et demeure en dehors du champs des définitions traditionnelles du travail. Le travail à domicile des ménagères n'est pas inclus dans la comptabilité nationale. Le domicile espace traditionnellement non

marchand devient aussi un lieu de travail marchand, ambivalence qui explique le caractère extrêmement précaire de cette forme de mise au travail. C'est pourquoi le travail à domicile est considéré non comme une activité mais comme un moyen d'obtenir un revenu supplémentaire. De tradition ancienne, le travail à domicile des femmes semble se redéployer avec vigueur dans un contexte de crise de l'emploi : broderie, couture, petite confection, sont le fait de femmes citadines mais aussi de femmes rurales, migrantes ou des fillettes.

*L'emploi indépendant des femmes* ne doit pas faire illusion puisqu'il est plus le signe de la montée des activités informelles où il s'agit plus de formes d'auto-emploi liées à un impératif de survie. D'une manière générale, le travail indépendant est des plus vulnérables. Dans un contexte marqué par une diminution de la part des emplois salariés, par la dégradation des niveaux de vie ou la recherche d'un complément de revenu, l'exercice d'un emploi à compte propre constitue de plus en plus un palliatif au chômage. D'ailleurs les travailleuses indépendantes sont plus fortement présentes dans les activités de services, de commerce, et dans l'artisanat que dans les activités de production. Or celles-ci ne demandent que peu ou aucune formation et peu de capital de départ. Très souvent le statut de travailleuse indépendante se confond avec celui de travailleuse à domicile notamment pour les artisanes (couture tissage. broderie...). L'industrie en revanche ne semble pas être le lieu d'activité des femmes indépendante dans la mesure où seulement 4,6% des indépendantes y exercent.

Les femmes participent en revanche moins à l'activité à titre *d'employeur* et de salariées. L'accès au salariat stabilisé et protégé est plus problématique pour les femmes que pour les hommes. Le statut d'employeur, dont les attributs sont les capacités de gestion d'autonomie et de responsabilité, ne concerne qu'une infime minorité.

La grande majorité demeure donc exclue du salariat . Dans l'industrie, seules 39% sont salariées (comparativement à 69.6% des hommes). Mais même quand elles sont salariées ces catégories ne sont pas moins vulnérables, tant au niveau de la sécurité de l'emploi que des salaires perçus puisque les salaires les plus bas sont le fait des branches les plus féminisées<sup>10</sup> . *La participation des femmes s'accompagne donc d'un mode*

---

<sup>10</sup> 660 à 750dh dans la confection contre 1400 à 2150 Dh dans l'industrie mécanique.

*d'insertion spécifique, relevant d'une organisation du travail aux marges du salariat et de la montée des formes d'emploi vulnérables.* En somme, c'est le secteur informel qui devient le réceptacle privilégié pour les femmes qui montrent ainsi une grande capacité à créer leur propre emploi en acceptant des conditions plus précaires. Le repli sur les activités indépendantes à domicile, de rue ou de petite production, constituent des modalités qui se redéplient, manifestant de la sorte un changement dans la structure du travail des femmes. Les activités informelles de par leur caractère "flexible" et souvent contraintes, permettent de combiner activités domestiques et professionnelles surtout quand elles sont exercées à domicile et nul doute que les orientations actuelles circonscriront pendant longtemps encore le travail des femmes aux marges du salariat.

#### **4-Les secteurs d'accueil : L'informalisation**

Quels emplois occupent les femmes par rapport aux décennies 1970 et 1980 ? La dernière enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages fournit des indications et montre que les poches du travail féminin se concentrent dans certaines branches et secteurs.

L'évolution montre que c'est dans l'industrie que la régression du salariat est la plus forte. En revanche, ce sont dans les activités de commerce et de services, que la réallocation des effectifs s'effectue. Ce dernier secteur demeure un pôle d'attraction privilégié de l'activité des femmes.

La main-d'œuvre féminine reste donc confinée dans les activités de *services d'entretien* (domestiques, travaux ménagers), mais parallèlement, les femmes se voient de plus en plus introduites dans des branches faisant appel à une main-d'œuvre jeune et peu qualifiée<sup>11</sup>. L'offre d'emploi réservée par des branches textile - confection et la spécialisation de ces branches en emploi féminin a été l'un des facteurs de l'accroissement du taux d'activité des femmes au cours des dernières décennies. Le revers de cette forte concentration dans les branches en question, rend l'emploi des femmes plus vulnérable aux crises conjoncturelles. Les années 90 restent toutefois marquées par une chute de la salarisation dans l'industrie et un gonflement sans précédent des activités de services. *Les services* constituent le déversoir par excellence et le lieu d'insertion des femmes sur le marché du travail. Ce sont les catégories les plus déqualifiées des femmes qui sont

---

<sup>11</sup> Notamment dans le secteur industriel où leur proportion est passée de 46,5% à 50, % de 1982 à 1990, avec une forte concentration dans l'agroalimentaire et plus encore dans le textile

affectées et cette précarité du type d'emploi occupé tend à s'accroître. En 1990, alors que 20.6% des emplois féminins sont canalisés par les services domestiques, ils ne comptent que pour 3.1% chez les hommes<sup>12</sup>.

Néanmoins, la poussée la plus spectaculaire s'est réalisée dans les activités de *commerce* où les effectifs ont augmenté de 80% et, relativement aux hommes, les femmes y sont sur représentées. Si donc l'accès des femmes au travail s'est accru, il reste largement circonscrit à la fois dans les emplois les plus bas de la hiérarchie professionnelle et les *secteurs les plus informalisés*.

## 5 Les femmes dans l'informel

Il est reconnu qu'à l'exception des pays d'Amérique latine, il y a proportionnellement plus de femmes que d'hommes, dans la plupart des pays en développement, qui travaillent dans le secteur informel. De nombreuses statistiques montrent aussi que l'emploi des femmes à l'intérieur du secteur informel est plus élevé que dans le secteur formel<sup>13</sup> y compris dans les pays où ce dernier est relativement important. En Corée du Sud, 43% de la main d'œuvre féminine trouve une occupation dans ce secteur et en Indonésie la proportion est de 79%, en Gambie 83% (voir annexe 1).

En Afrique, ce secteur emploie plus d'un tiers des femmes, occupées dans des activités non agricoles : Conséquence de l'urbanisation, de la dégradation des revenus des ménages et de l'impuissance du secteur formel à absorber le surplus de main d'œuvre, les activités informelles sont considérées comme un recours pour se procurer du travail et des revenus hors du circuit officiel pour les migrants, les rejetés du système scolaire, les femmes ; Ainsi, le petit commerce de rue, les services (à domicile, petite restauration...) et les activités de petite production au sein de micro-entreprises ou à domicile (broderie, petite confection...) mobilisent nombre de femmes et de fillettes dans la sphère urbaine sur la base d'emploi indépendant ou familial, de qualifications acquises sur le tas, à partir de salaires irréguliers et en l'absence de protection sociale et de législation de travail. Ajoutons que les coûts sociaux des politiques macro-économiques de stabilisation menées au cours des années 1980-90 ont affectés d'abord

---

<sup>12</sup> Enquête Nationale sur le Niveau de Vie des Ménages, 1990-91.

<sup>13</sup> United Nations (1999)

les femmes qui compte tenu de la ségrégation dans l'emploi qui caractérise le secteur formel, ont plus pâtit des licenciements opérés. Certaines d'entre elles ont dû se replier sur le secteur informel, se contentant d'emplois précaires mal rémunérés. D'autres ont gardé un pied dans le secteur formel et un autre dans l'informel développant *la pluri-activité*. Souvent, le chômage des femmes s'accompagne d'insertion dans les activités à domicile informelle. La mobilité du salariat vers de telles activités se fait d'autant plus aisément qu'elle s'effectue vers des branches n'exigeant la plupart du temps aucun capital ni qualifications particulières: tout au plus un petit métier, une machine à coudre et l'installation à domicile assurent la reconversion, renforçant de la sorte la strate de l'informel la moins créatrice de revenus et d'emplois

Au Maroc, il serait illusoire de vouloir évaluer les activités des femmes dans le secteur informel, pour nombre de raisons: il s'agit des femmes dans les activités informelles qui se heurtent elles-même au problème d'évaluation qu'elles soient exercées par des hommes ou par des femmes. A ceci s'ajoute le fait qu'au Maroc, les statistiques de la main d'œuvre ont été conçues principalement pour recueillir des données sur les activités économiques rémunérées et formelles dont sont soustraite la grande majorité des femmes<sup>14</sup>. Ceci dit la part des activités informelles dans l'emploi total en milieu urbain est estimé à 56.9% en 1982. Mais celui-ci semble s'être consolidé au cours des années 80 et 90 puisque . « sur 600.000 emplois nouveaux créés dans les villes entre 1986 et 1990, environ les trois-dixièmes concernent les travailleurs salariés ; le reste revient, dans une large mesure à l'expansion du secteur informel »<sup>15</sup> .

Les activités de production à forte présence féminines sont généralement celles du textile (le travail des tapis, de la broderie et couture à domicile, etc. :) et de l'habillement (couture traditionnelle). Dans les branches de services, le poids des micro-entreprises dirigées par les personnes de sexe féminin est près de 3%. Cette proportion tombe à 1% dans le secteur du commerce.

Par secteurs d'activité, les femmes sont relativement nombreuses au sein des micro-entreprises opérant dans les services avec 49% que dans celles du commerce qui n'attirent que 28% des femmes. et l'industrie (23%).

---

<sup>14</sup> Il est d'ailleurs significatif que les enquêtes sur le secteur informel localisé (1988 et 1998) ont exclu de leur champ d'investigation la composante genre Ajoutons également que le champs de l'enquête de 1988 et de 1998 sur les entreprises non structurées ont écarté toutes les deux une part importante du secteur informel que sont les travailleurs à domicile dont la dominante est composée par les femmes.

<sup>15</sup> " Banque Mondiale (1993) op. cit.

Dans le petit commerce, c'est essentiellement dans le négoce d'articles de contrebande, de tissu, de produits alimentaires, qu'elles sont le plus présentes. Ces activités sont concentrées surtout dans la zone du Nord (Tétouan, Tanger, Ksar El Kébir).

## **6 L'accès à l'emploi; des stratégies familiales de survie**

Pour les femmes, Les mécanismes d'insertion dans le marché du travail ne sont pas toujours, la résultante de décisions individuelles. Ils s'inscrivent dans le cadre de stratégies familiales plus complexes d'acquisition des revenus et des qualifications. Face à la crise de l'emploi et à la régression des niveaux de vie, des stratégies sont adoptées par les groupes vulnérables parmi les ménages pour endiguer partiellement les effets de la chute des revenus. C'est souvent par la mobilisation et l'intensification du travail de la main d'œuvre familiale que s'opère le repli. Le recours à la main d'œuvre familiale se fait soit auprès des femmes ou/ et des enfants peu rémunérés. Dans ces cas, l'insertion dans l'activité et l'accès au marché du travail répondent moins à un choix voulu de l'activité elle-même, en raison des avantages que celle-ci procure, (en terme de revenus) qu'une insertion qui répond à une contrainte familiale. 79% des femmes dans le milieu urbain relient leur première insertion dans l'activité à des stratégies familiales contraintes par la recherche de complément de revenu, liées à des "conditions difficiles», alors que moins nombreuses sont celles qui invoquent la fin des études ou de la formation ou l'atteinte de l'âge d'activité<sup>16</sup>.

### **Conclusion: marché du travail et pauvreté**

La situation des femmes indique qu'elles représentent au Maroc le tiers du salariat pauvre, occupent des emplois précaires, et ne bénéficient d'aucune couverture sociale.

La féminisation de plus en plus poussée de la population active est certes liée à l'évolution du mode de développement et des choix économiques suivis, qui tendent à mobiliser ce type de main-d'œuvre, mais elle s'explique aussi pour certaines catégories par l'accentuation de la pauvreté. La mise au travail des femmes comme corollaire de la

---

<sup>16</sup> Condition Socio-économique de la femme au Maroc. enquête Nationale sur le Budget temps des femmes 1997/ 98, Rapport de synthèse. Direction de la Statistique

pauvreté peut être apprécié à plusieurs niveaux : L'influence de statuts précaire sur les revenus, la plus forte présence des femmes à emploi vulnérables dans les ménages les plus pauvres et l'importance de l'activité des femmes dans les ménages les plus pauvres relativement aux autres catégories.

La progression de l'activité des femmes sous des statuts vulnérables d'emploi est révélatrice de la montée de la pauvreté parmi les actives sur le marché du travail notamment en raison de l'influence que ces statuts exercent sur le niveau de vie des ménages. Sans limiter la pauvreté à la seule dimension des revenus, les dysfonctionnements du marché du travail exercent une influence sur celle-ci. Les données de l'Enquête Nationale sur les Niveaux de Vie des Ménages confirment cette corrélation entre pauvreté et certains modes d'emploi. Les statuts d'emploi vulnérables sont fortement représentés dans les ménages pauvres: Les travailleurs indépendants, à domicile, les aides familiaux et les apprentis sont plus localisés dans les ménages pauvres (quintile 1 des dépenses) que parmi les 20% les plus favorisés. Les proportions sont respectivement de 36.6%, 2.7%, 10.7% et 6.1% au sein des 20% des ménages les plus pauvres contre 13.6%, 1%, 5.8% et 1,8% dans le quintile supérieur des classes de dépenses.<sup>17</sup> En revanche le salariat féminin suit le mouvement inverse puisqu'il est plus largement dominant dans le quintile supérieur (73%) que parmi les pauvres (42.6%). En outre, le salariat dont il est question dans les classes pauvres ne doit pas faire illusion dans la mesure où il s'agit essentiellement d'ouvrières, de personnel de commerce et de travailleuses dans les services. Les professions se situant au sommet de la hiérarchie professionnelle (administration et profession scientifiques et libérales) sont quasiment inaccessibles aux 20% les plus pauvres.

Mais au-delà , la mise au travail des femmes comme corollaire de leur pauvreté sur le marché du travail peut être appréciée à d'autres niveaux : l'importance de l'activité des femmes dans les ménages les plus pauvres et la montée sans précédent des femmes chefs de ménages au cours des dernières années .

---

<sup>17</sup> Enquête Nationales sur les niveaux de vie des ménages 1990- 91, Rapport de synthèse, p. 69.



## BIBLIOGRAPHIE

Banque Mondiale , 1993, *Poverty, Adjustment, & growth, Kingdom of Morocco*, July

BIT. 1986, *Population active 1950-2025*. Genève.

Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques, 1998 *Genre et développement : Aspects socio-Démographiques et culturels de la différenciation sexuelle*, Rabat .

Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques, 1997, *Population, environnement et pauvreté* , Symposium international. Rabat 28-29 Octobre.

Direction de la Statistique 1997/ 98 : *Condition Socio-économique de la femme au Maroc. enquête Nationale sur le Budget temps des femmes*, Rapport de synthèse. Rabat .

Direction de la Statistique, *Annuaire Statistique du Maroc* , Rabat. (Annuel) .

Direction de la Statistique , 2000, *Education, formation et opportunités d'emploi*, Rabat.

Direction De La Statistique, 1988, *Enquête Nationale sur les entreprises non structurées localisées (Milieu Urbain)*, Rabat.

Direction De La Statistique, 1998, *Activités emploi et chômage, Rapport de synthèse*, Rabat.

Direction de la Statistique, Ministère du plan, *Enquête sur l'emploi urbain* (annuelle) de 1976 à 1982, Rabat.

Ministère du Plan, *Population active urbaine* (annuelle) de 1986 à 1999. Rabat.

Direction de la Statistique, *Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH)* caractéristiques socio-économiques de la population : de 1994, 1982, 1971. Rabat.

Direction de la Statistique, 1992, *Enquête Nationales sur les Niveaux de Vie des Ménages 1990- 91Rapport de synthèse*, Rabat.

Hirata, H. "Restructuration industrielle et division sexuelle du travail," *Revue Tiers-Monde*, n. 154, avril juin 1998, tXXXIX

Lachaud, JP. (Sous la direction) *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique Subsaharienne : Analyse comparative*, Institut International d'Études sociales, Genève, 199.

Lallement, M., "Travail à domicile et marges du salariat", *Économies et Sociétés*, série économie du travail, n°16, avril 1990.

Mejjati, Alami, R. , 1994, *Dynamique des activités informelles au Maroc : mode de développement, rationalités et réseaux*. Thèse de doctorat d'Etat en économie. Faculté de Droit et d'économie, Fès.

Mejjati, Alami, R. 1999 « Dynamique du Marché du travail et le « post-Ajustement » au Maroc ». Cahiers de L'UEPA, Durban Afrique du Sud.

Morisson, C. and al, 1994, *Micro entreprises et cadre institutionnel dans les pays en développement*, OCDE, Paris.

M'rabet, M., (1984 ) « *L'emploi au Maroc : sources d'information, niveaux, structures et difficultés d'approches* ». Séminaire sur les statistiques de l'emploi et du secteur non structuré. Rabat.

Nations Unis, 1986. *Population des trois pays du Maghreb: 1985-2025*

United Nations, 1999, *Word Survey on the role of women in development . Globalisation, Gender and Work*, New York.

### Annexes

Annexe 1 : Main-d'œuvre du secteur informel en zone urbaine (échantillon de pays)

| Pays (année)             | Pourcentage de l'emploi total |        |        |
|--------------------------|-------------------------------|--------|--------|
|                          | Total                         | Hommes | Femmes |
| Afrique du Sud (1995)    | 17                            | 11     | 26     |
| Bolivie (1996)           | 57                            | 53     | 62     |
| Chili (1997)             | 30                            | 32     | 27     |
| Colombie (1996)          | 53                            | 54     | 53     |
| Côte d'Ivoire (1996)     | 53                            | 37     | 73     |
| Equateur (1997)          | 40                            | 39     | 42     |
| Ethiopie (1996)          | 33                            | 19     | 53     |
| Gambie (1993)            | 72                            | 66     | 83     |
| Madagascar (1994)        | 43                            | 43     | 43     |
| Mexique (1996)           | 35                            | 36     | 34     |
| Ouganda (1993)           | 84                            | 68     | 81     |
| Pérou (1996)             | 51                            | 50     | 52     |
| Philippines (1995)       | 17                            | 16     | 19     |
| Rép.-Unie de Tanz (1995) | 67                            | 60     | 85     |

Source: Contribution du BIT à l'enquête mondiale de 1999 sur le des femmes dans le développement (en anglais, à paraître).

Annexe 2 : Emplois créés selon la situation dans la profession

|                           | 1991      | 1992     | emplois créés au<br>cours de la<br>période(%) | emplois créés<br>1996-1997 |
|---------------------------|-----------|----------|---|----------------------------|
| Indépendants              | 593.582   | 687.285  | +99,3   | 8,1                        |
| salariés                  | 2.098.831 | 2.089831 | -9,5  | +6,5                       |
| Travailleurs à domicile   | 200.747   | 159.300  | -43,9   | +2,5                       |
| Employeurs                | 131.074   | 150.146  | +20,2   | +12,4                      |
| Aides familiaux           | 145.844   | 147.667  | +1,9  | -10,8                      |
| Apprentis                 | 107.733   | 131.466  | +25,1   |                            |
| membres d'une coopérative | 117.974   | 125.572  | +8,1  | -                          |
| Non déclarés              |           |          | -1,1  | -76,1                      |

Source : Direction de la Statistique